

12.4207

**Motion Hess Lorenz.
Rasche Volksabstimmung
ohne Gegenvorschlag
über die Volksinitiative
«für eine öffentliche Krankenkasse»**

**Motion Hess Lorenz.
Initiative populaire
«pour une caisse publique
d'assurance-maladie».
Organiser rapidement
la votation populaire
sans contre-projet**

Nationalrat/Conseil national 20.03.13

Ständerat/Conseil des Etats 05.06.13

12.4123, 12.4157, 12.4164, 12.4207

Antrag der Mehrheit
Annahme der Motionen

Antrag der Minderheit
(Rechsteiner Paul, Egerszegi-Obrist, Maury Pasquier,
Stöckli, Zanetti)
Ablehnung der Motionen

Proposition de la majorité
Adopter les motions

Proposition de la minorité
(Rechsteiner Paul, Egerszegi-Obrist, Maury Pasquier,
Stöckli, Zanetti)
Rejeter les motions

Il presidente (Lombardi Filippo, presidente): Avete ricevuto un rapporto scritto della commissione. Il Consiglio federale propone di respingere le mozioni.

Schwaller Urs (CE, FR), für die Kommission: Die Ausgangslage ist bekannt: Der Text der vier Motionen entspricht der von mir als Erstunterzeichner und weiteren 27 Ständeräten und Ständeräten unterschriebenen Motion 12.4277, «Rasche Volksabstimmung ohne Gegenvorschlag über die Volksinitiative 'für eine öffentliche Krankenkasse'». Diese Motion wurde in diesem Rat am 18. März 2013 mit 27 zu 17 Stimmen angenommen.

Ziel ist und bleibt es, über die Initiative möglichst rasch, und zwar ohne Gegenvorschlag, abstimmen zu können. Denn diese erneute Systemdiskussion über eine Verstaatlichung der Grundversicherung birgt das Risiko, sofern diese Diskussion über Jahre geführt wird, dass tatsächliche Veränderungen im Gesundheitsbereich um weitere Jahre verzögert werden. Wir haben heute Morgen an einem schlagenden Beispiel (Zulassungsregulierung) gesehen, wie langsam es geht, selbst kleinste Veränderungen herbeizuführen.

Gemäss der vom Direktor des BAG in der Kommission erhaltenen Auskunft beabsichtigt der Bundesrat, im Herbst die Botschaft nun zu verabschieden. Ich möchte Bundesrat Berret bitten, hierzu noch eine präzisierende Aussage zu machen.

Die Motionen hatten und haben gerade zum Ziel, transparent darzulegen, dass eine Mehrheit der beiden Kammern keinen Gegenvorschlag will. Dies ist offenbar auch die Meinung einer grossen Mehrheit der Vernehmlassungsteilnehmer, welche nach meinen Informationen Ende Mai die Vorschläge des Bundesrates zu einem Gegenvorschlag abgelehnt haben. Diese ablehnende Front reicht von den bürgerlichen Bundesratsparteien bis zu einer klaren Mehrheit der Kantone. Direkt haben wir auch eine Ablehnung des Gegen-

vorschlags durch den Schweizerischen Verband für Seniorennfragen erhalten. Auch die Krankenkassen – ich bin in einem Beirat einer Krankenkasse – sind sich zumindest in dieser Frage völlig einig, dass der Gegenvorschlag in der vom Bundesrat angedachten Ausgestaltung mit einer Trennung von Grund- und Zusatzversicherung über einen Hochrisikopool bis zur Verfeinerung des Risikoausgleichs nicht überzeugt.

Was die Verfeinerung des Risikoausgleichs anbelangt, dem wir zumindest in diesem Rat in der Managed-Care-Vorlage bereits zugestimmt haben, so spricht meines Erachtens nichts dagegen, diese Vorlage vorzuziehen und gesondert zu diskutieren. Wichtig wird einzig sein, dass wir hier Planungssicherheit schaffen und auch die Ergebnisse der letzten Änderung des Risikoausgleichs mit einbeziehen.

Ich lasse es bei diesen Ausführungen bewenden und komme auch nicht weiter auf die staatsrechtlichen Aspekte zu sprechen. Uns geht es darum, noch einmal klar zu dokumentieren, dass wir die Vorlage des Bundesrates zu dieser Initiative rasch haben und dann diese Initiative ohne Gegenvorschlag dem Volk zur Abstimmung unterbreiten wollen.

Rechsteiner Paul (S, SG): Die Behandlung der Motion gibt die Gelegenheit, Herrn Bundesrat Berret die Frage zu stellen, wie jetzt der Ablauf sein wird, ihn zu bitten, das kurz darzustellen. Wir werden ja dann reichlich Gelegenheit haben, uns über das Problem der Regelung der Krankenversicherung krankenkassenbezogen in der Schweiz auszutauschen. Es ist auch interessant, die Bewegung bei den Krankenkassen zu kommentieren. Die Kassenlandschaft ist ja durchaus ein illustratives Beispiel dafür, wie geeignet die heutige Form der Regelung ist. Aber das werden wir material dann diskutieren können. Insoweit schliesse ich mich Herrn Schwaller an.

Mit der Minderheit bin ich der Auffassung – und deshalb ist der Antrag der Minderheit überhaupt gestellt worden, deshalb musste ein Minderheitsantrag gestellt werden –, dass diese Motion im Inhalt ein staatspolitisches Foul ist und bleibt, weil sie dem Initiativrecht des Bundesrates widerspricht. Aber der Mist ist mit der ersten Debatte, die wir hier geführt haben, und dem Entscheid des Nationalrates gewissermassen geführt, sodass wir – das zuhanden des Amtlichen Bulletins, wegen der Bedeutung wollten wir das doch zuhanden des Protokolls festgehalten wissen – nicht auf dem Antrag der Minderheit und einer Abstimmung beharren und den Antrag zurückziehen.

Berset Alain, conseiller fédéral: Nous avons déjà eu l'occasion de mener un débat très approfondi sur les questions institutionnelles qui sont posées par les motions. La répartition des compétences entre le Conseil fédéral et le Parlement relève de la Constitution et il n'est pas nécessaire de mener ce débat une nouvelle fois aujourd'hui. Il a été mené une fois; nous avons pu nous dire franchement les choses et entendre les arguments défendus de part et d'autre.

J'aimerais plutôt saisir cette occasion pour vous parler du contenu, vous dire où nous en sommes aujourd'hui et comment les travaux se poursuivent. Tout d'abord, il faut rappeler que la question de la sélection des risques et celle de la transparence sont reconnues comme des thèmes à réguler et à régler dans notre système d'assurance-maladie. C'est d'ailleurs ce qui a conduit le Conseil fédéral à deux reprises, le 10 octobre 2012 et le 27 février 2013, à recommander au peuple et aux cantons de rejeter fermement l'initiative populaire, parce que le Conseil fédéral souhaite qu'il soit possible de maintenir un système où la concurrence entre assureurs-maladie existe et se développe, mais aussi, vu l'importance de la question, de prendre le temps d'approfondir ces réflexions sur le système d'assurance-maladie en réfléchissant à un contre-projet indirect à l'initiative populaire.

Il est intéressant de relever qu'aucun des éléments se trouvant aujourd'hui dans l'avant-projet en consultation n'avait auparavant déjà été envoyé en consultation. Il s'agit malgré tout d'un sujet important. Ni la séparation entre assurance de base et complémentaire, ni la compensation des risques



affinée, qui avait été introduite sur le tard dans le «managed care», ni la question d'une réassurance pour les hauts coûts n'ont été soumises jusqu'ici à une consultation étendue, qui permet de prendre l'avis dans le pays de toutes les organisations concernées, évidemment des cantons, mais aussi de toutes les organisations professionnelles concernées par ces questions.

Cette consultation a eu lieu. Elle s'est terminée il y a deux jours. Je dois vous dire qu'après les premières informations que j'ai reçues, elle semble avoir rencontré un très grand succès. Il y a beaucoup de réponses, ce qui fait qu'il nous est aujourd'hui impossible d'avoir déjà une appréciation fine de son résultat. D'autres ont émis des appréciations quant au résultat de la consultation avant qu'elle ne soit terminée. Je ne sais pas vraiment comment cela a été possible. Peut-être y a-t-il à ce sujet des gains d'efficience qui seraient encore possibles de notre part?

Pour l'instant, la consultation s'est terminée lundi et de nombreuses réponses ont été données jusqu'à aujourd'hui. Nous sommes en train d'analyser cela. Le rapport de consultation sera évidemment transmis au Parlement qui pourra, avec cela aussi, se faire une idée de qui pense quoi sur les différentes propositions qui ont été émises dans ce cadre. Cela permettra naturellement aussi au Conseil fédéral de prendre sa décision en connaissance de cause, de prendre une décision non seulement – parce qu'il l'a déjà confirmée à deux reprises – sur le rejet de l'initiative, mais aussi sur les autres éléments qu'il faudrait ou non envisager en se basant sur une consultation qui a eu lieu dans l'ensemble du pays.

Après l'analyse de ces résultats, il est prévu d'adopter un message qui puisse être adressé dans les meilleurs délais au Parlement. Notre objectif reste de pouvoir transmettre en septembre prochain un message au Parlement de manière à ce qu'il lui soit possible à ce moment d'attribuer cet objet à une commission et de le traiter rapidement.

Le Conseil fédéral n'entend pas renoncer à ses prérogatives dans son domaine de compétence, mais il a bien entendu le message transmis par le Parlement qui souhaite – ou qui semble souhaiter en tout cas à ce stade – un traitement rapide de l'initiative populaire et qui a déjà plus ou moins indiqué qu'il souhaitait la soumettre au peuple sans contre-projet. Très bien, nous avons entendu ce message et nous faisons ce que nous pouvons dans notre domaine de compétence au Conseil fédéral pour transmettre aussi rapidement que possible l'objet au Parlement, et ensuite accompagner ses travaux.

Je peux vous assurer que, comme nous l'avons toujours fait, nous ferons le maximum pour accompagner les travaux du Parlement au rythme que le Parlement aura choisi pour traiter cet objet. Voilà ce que je souhaitais encore vous dire ici. De votre côté, vous aurez des décisions à prendre dès cet automne. Ensuite, en fonction du rythme du traitement de l'objet, la date de la votation populaire sera fixée dès que le Parlement aura terminé de traiter l'objet, mais la gestion du calendrier et du rythme est dans une large mesure entre vos mains.

Sur le contenu de ce qui sera transmis au Parlement en automne et les propositions qui seront éventuellement formulées pour modifier l'un ou l'autre texte, je ne peux pas m'avancer pour l'instant. Cela dépendra d'une décision du Conseil fédéral, qui sera prise au moment de transmettre le message, et cela dépendra aussi de l'appréciation qui pourra être faite des résultats de la consultation et d'autres réflexions que nous sommes en train de mener.

La question qui pourrait donc se poser ici est est la suivante: quel est le signal que la motion envoie? La réponse vous appartient. Je souhaite juste que, pour abréger mes souffrances, un seul vote ait lieu, et pas quatre. C'est la demande que ferait un condamné dans un cas similaire.

Il presidente (Lombardi Filippo, présidente): La proposta della minoranza è ritirata.

Angenommen – Adopté

13.005

Oberaufsicht über den Bau der Neat im Jahre 2012. Bericht

Haute surveillance sur la construction de la NLFA en 2012. Rapport

Erstrat – Premier Conseil

Bericht Neat-Aufsichtsdelegation 26.04.13 (BBI 2013)
Rapport Délégation de surveillance de la NLFA 26.04.13 (FF 2013)
Ständerat/Conseil des Etats 05.06.13 (Erstrat – Premier Conseil)
Nationalrat/Conseil national 19.06.13 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Baumann Isidor (CE, UR), für die Kommission: Die bei der letzten Berichterstattung gemachte Aussage, die Neat sei in terminlicher und finanzieller Hinsicht auf Kurs, kann ich heute, also ein Jahr später, bestätigen. Allerdings gilt es zur Kenntnis zu nehmen, dass aufgrund der unterschiedlichen Termine der Inbetriebnahme – der Gotthard-Basistunnel im Jahre 2016 und der Ceneri-Basistunnel im Jahre 2019 – für den Ceneri-Basistunnel noch ein grösseres Restrisiko besteht. In meinen Ausführungen gehe ich im Wesentlichen auf den Stand der Arbeiten und die Herausforderungen dieser zwei Tunnelbauwerke ein.

Zum Gotthard-Basistunnel: Beim Gotthard-Basistunnel sind aufgrund der abgeschlossenen Ausbrucharbeiten keine geologischen Risiken mehr vorhanden. Die Risiken beschränken sich auf die Ausrüstung und die Bahntechnik, die jedoch nach übereinstimmender Beurteilung durch die Alptransit Gotthard AG (ATG) und die SBB klein sind. Die Neat-Aufsichtsdelegation der eidgenössischen Räte (NAD) schliesst sich dieser Beurteilung an, umso mehr, als die Vorbereitungen für die Inbetriebnahme des Gotthard-Basistunnels für 2016 auf Kurs sind. Erfreulich ist insbesondere, dass die Zusammenarbeit zwischen allen Projektbeteiligten weiter verbessert werden konnte und dass noch bestehende Differenzen zwischen ATG und SBB bezüglich Fertigstellung der Grundlagendokumente bereinigt werden konnten. Wichtig ist insbesondere, dass die spezifischen Anforderungen der SBB als künftige Betreiberin rasch als Änderungen erfasst und genehmigt sowie dass die genauen Abläufe der Inbetriebsetzung verbindlich festgelegt werden. Positiv wertet die NAD auch den Design Freeze, weil die frühzeitige Festlegung eines Referenzzustandes erfahrungsgemäss erheblich zur Planungssicherheit beiträgt und die Realisierung eines solch komplexen Vorhabens wesentlich erleichtert.

Im Dezember 2013 können erste Betriebsversuche gemacht werden. Dazu steht ein 15 Kilometer langer Tunnelabschnitt vom Südportal bis zur Multifunktionsstelle in Faido zur Verfügung. Die NAD wird den Projektfortschritt bis zur Inbetriebnahme des Gotthard-Basistunnels in den kommenden Jahren als Schwerpunktthema behandeln.

Bezüglich der Bahnstromversorgung nahm die NAD zur Kenntnis, dass die Vorbereitungsarbeiten im Hinblick auf die Eröffnung des Gotthard-Basistunnels auf Kurs sind. Die SBB erachten den für den Betrieb des Gotthard-Basistunnels erforderlichen Leistungsbedarf als gesichert. Aufgrund des Urteils des Bundesverwaltungsgerichtes zur Gommerleitung ergeben sich allerdings gewisse Verzögerungen bezüglich der Schaffung von Redundanzen bei der Versorgungssicherheit. Die NAD wird dem Thema weiterhin grosse Bedeutung beimessen.

Das Fazit der konstruktiven Zusammenarbeit: Trotz kleiner Restrisiken kann an der prognostizierten Eröffnung des Gotthard-Basistunnels auf den Fahrplanwechsel 2016 festgehalten werden. Der definitive Entscheid mit dem konkre-

